



EXPERTISE COMPTABLE | AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES
GESTION SOCIALE | JURIDIQUE | FORMATION



**La Roche-sur-Yon
Les Sables d'Olonne**

ASSOCIATION SOS FEMMES VENDEE

B.P. 712
85017 – LA ROCHE SUR YON

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Ce rapport contient 17 pages

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association SOS FEMMES VENDEE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOS FEMMES VENDEE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 20 mai 2025

Le Commissaire aux comptes,
ACCIO **ARC**

Valérie ANDRE



Christophe POULEN



Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

BILAN

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort.prov.	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets	1 144	1 144	0,00	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Aménagement et agencements	35 036	35 036	0	1 742
Matériel de bureau et informatique	44 186	28 935	15 251	8 048
Mobilier	15 048	13 666	1 381	1 928
Matériel de transport	37 137	30 017	7 120	12 338
Immobilisations en cours / avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisées				
Prêts	0	0	0	0
Dépôts et cautionnement	3 487	0	3 487	3 602
TOTAL (I)	136 039	108 799	27 238	27 658
Comptes de liaison				
TOTAL (II)	0	0	0	0
Stock en cours			0	
Matières premières, approvisionnements			0	
En cours de production de biens et services			0	
Produits intermédiaires et finis			0	
Marchandises			0	
Créances			0	
Femmes hébergées	399		399	113
Fournisseurs débiteurs			0	115
Personnel			0	397
Organismes sociaux	16 455		16 455	
Subventions et autres produits à recevoir	147 334		147 334	94 786
Autres créances	0		0	36
Divers			0	
Avances et acomptes versées sur commandes	0		0	88
Valeurs mobilières de placement			0	
Disponibilités	532 285		532 285	525 124
Charges constatées d'avance	0		0	264
TOTAL (III)	696 473	0	696 473	620 923
TOTAL ACTIF	832 511	108 799	723 711	648 581

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Réserves	197 098	178 166
Report à nouveau	30 189	38 476
Dépenses refusées par les financeurs		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
Excéd pr financement mesur exploitat		
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice	62 555	10 645
Subventions d'investissement	3 166	6 166
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	293 008	233 453
Comptes de liaison		
TOTAL (II)	0	0
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Fonds dédiés	242 446	240 057
TOTAL (III)	242 446	240 057
Dettes		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Avances sur subventions		
Fournisseurs et comptes rattachés	47 277	36 364
Personnel	71 532	53 518
Organismes sociaux	62 858	51 459
Autres dettes fiscales et sociales	6 205	9 440
Autres dettes		3 875
Femmes hébergées	385	264
Produits constatés d'avance		20 150
TOTAL (IV)	188 257	175 070
Comptes de régularisation		
Écarts de conversion passif (V)		
TOTAL PASSIF	723 711	648 581

COMPTE DE RÉSULTAT

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice clos 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services			74 529	71 120	3 409 5%
Montant nets produits d'exploitation	0		74 529	71 120	3 409 5%
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée					
Dotations et produits de tarifications			442 787	435 911	6 876 2%
Subvention d'exploitation			816 370	627 994	188 376 30%
Utilisation des fonds dédiés			36 547	150 291	-113 744 -76%
Cotisations			550	300	250 83%
Dons			53 398	11 081	42 318 382%
Transferts de charges et autres produits			4 183	6 882	-2 700 -39%
Reprises sur provisions					
Sous total des autres produits d'exploitation					
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			1 428 363	1 303 580	124 784 10%
Charges d'exploitation					
Achats de marchandises et de matières premières					
Variation de stock marchandises et matières premières					
Autres achats et charges externes			358 732	304 000	54 732 18%
Impôts, taxes et versements assimilés			48 510	43 964	4 546 10%
Salaires et traitements			697 868	573 520	124 348 22%
Charges sociales			232 674	196 051	36 623 19%
Dotations aux amortissements			12 806	9 949	2 857 29%
Dotations aux provisions				0	0
Reports en fonds dédiés			38 936	174 673	-135 737 -78%
Autres charges			7	5	2 40%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			1 389 533	1 302 162	87 372 7%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			38 830	1 418	37 412 2639%
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actifs					
Autres intérêts et produits assimilés			2 619	2 446	173 7%
Reprises sur provisions et transferts de charges				0	
Produits nets sur cession de valeurs mobilières placement					
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			2 619	2 446	173 7%
Charges financières					
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0	0
Intérêts et charges assimilées			0	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES			0	0	0
RÉSULTAT FINANCIER			2 619	2 446	173 7%
Quotes-parts de résultat sur opérations communes					
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT			41 449	3 863	37 585 973%

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	24 453	4 072	20 381	
Sur opérations en capital	3 000	3 000	0	
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	27 453	7 072	20 381	288%
Charges exceptionnelles				
sur opérations de gestion	6 347	291	6 056	2081%
Sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amort. et provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 347	291	6 056	2081%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	21 106	6 781	14 325	211%
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	62 555	10 645	51 910	488%
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits - Dons en nature	64 618	19 144	45 474	238%
Charges - Secours en nature	64 618	19 144	45 474	238%
Charges - Mise à disposition locaux				
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0	0	0	

Annexes aux comptes annuels

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait également une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 723 711 €

Le total des produits du compte de résultat de l'exercice est de 1 458 435 €

Ces comptes font apparaître un bénéfice global de 62 555 €
pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles et méthodes comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices et en presumant la continuité d'exploitation.

Les comptes annuels de notre association ont été arrêtés conformément aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et du règlement ANC 2019-04, et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Toutefois, concernant le CHRS financé par dotation globale, il est fait application des dispositions spécifiques prévues par l'instruction « M22 » qui prévoit que l'affectation des résultats de la section exploitation est opérée, après appréciation par l'autorité de tutelle, des circonstances ayant engendré ces résultats.

L'association a opté pour la comptabilisation des dons en nature perçues de la banque alimentaire dans la mesure où elle dispose d'une information quantifiable et valorisable (cf. § 4.4).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Annexes aux comptes annuels

2. SUR LE BILAN ACTIF

2.1. Actif immobilisé

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Concessions, brevets	1144	0	0	1144
Aménagement et agencements	35037	0	0	35037
Matériel de bureau et informatique	33577	10609	0	44186
Mobilier	13155	1893	0	15048
Matériel de transport	37137	0	0	37137
Dépôts et cautionnement	3602	314	429	3487
TOTAL	123652	12816	429	136039

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Concessions, brevets	1144	0	0	1144
Aménagement et agencements	33295	1742	0	35037
Matériel de bureau et informatique	25529	3406	0	28935
Mobilier	11227	2439	0	13666
Matériel de transport	24799	5218	0	30017
TOTAL	95994	12805	0	108799

2.1.1. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les immobilisations incorporelles sont amorties entre 1 et 3 ans.

Les immobilisations corporelles sont amorties entre 1 et 10 ans.

SOS FEMMES VENDEE

Annexes aux comptes annuels

2.2 Etat des créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Femmes hébergées	399	399	
Organismes sociaux	16455	16455	
Subventions et autres produits à recevoir	147334	147334	
TOTAL	164188	164188	0

3. NOTE SUR LE BILAN PASSIF

3.1. Fonds associatifs

	Solde début d'exercice	Affectation du Résultat	Augmentation	Diminution	Solde fin d'exercice
Réserves	178166	18932			197098
Report à nouveau	48342				48342
Report à nouveau CHRS créditeur	18703	9232			27935
CPOM	13188	-12005			1183
CP CHRS	-14697	-5515			-20212
Report à nouveau dépenses refusées et déficits CHRS	-27060				-27060
Résultat de l'exercice	18932	-18932			0
Subventions d'investissement	6166			-3000	3166
Résultat CHRS	-8287	8287		-48 407	-48407
Résultat association			110962		110962
TOTAL	233453	0	110962	-51407	293008

SOS FEMMES VENDEE

Annexes aux comptes annuels

3.3. Fonds dédiés

Fonds dédiés <i>Affectation</i>	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice 2024	Dont fonds correspondant à des projets sans dépense
Subvention Droit des Femmes Accueil Jour	23 511			23 511	
Subvention DDETS Evaluation externe	3 743			3 743	3 743
Subvention DDETS Evaluation externe 2023	2 500			2 500	
Subvention DDETS pr logement diffus (CH 8)	8 000	8 000		0	
Subvention DDETS 2 places suppl, HI CHRS 2021 logt 31/BOSSIS	24 617			24 617	
Subvention DDETS 2022 2 places suppl 2023 logt 389 APP	24 090			24 090	
Subvention DDETS 2022 2 places suppl logt 2023	8 291			8 291	
Subvention DDETS ALT 2022 logements relais	10 121	10 121		0	
Subv DDETS nuitées Hotel 2021	49 692			49 692	
Subv DDETS nuitées Hotel 2024			12 549	12 549	
Subv DDETS accompagnement Hotel 2024			13 962	13 962	
Subv DDFE accueil jour crédit complémentaires 2022	1 828	1 304		524	
Subv DDFE accueil jour crédit complémentaires 2023	20 000			20 000	
Subv Droit des Femmes 2023 renfort LEAO	1 229	1 229		0	
Subv Département	25 000			25 000	
Subvention DRETS stratégie pauvreté 2023 tickets services	4 980	3 930		1 050	
Subvention DRETS stratégie pauvreté 2023 perm Les Sables d'Olonnes	5 000	5 000		0	
Subvention DRETS stratégie pauvreté 2023 garde d'enfants	5 000	5 000		0	
FDVA 2023 consultations psychologiques	1 963	1 963		0	
Subvention DDETS accomp ALT 2023	9 370			9 370	
Subvention HI hors CHRS diffus 2023	8 402			8 402	
Communauté de Communes Sud Vendée Littoral accomp 2 mois	2 720			2 720	
Vendée Habitat 2024			12 425	12 425	
TOTAL	240 057	36 547	38 936	242 446	3 743

SOS FEMMES VENDEE

Annexes aux comptes annuels

3.4.Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs	38 928	38 928	0	0
Fournisseurs factures non parvenues	8 349	8 349	0	0
Dettes fiscales et sociales	140 595	140 595	0	0
Autres dettes		0	0	0
Femmes hébergées	385	385	0	0
Produits constatés d'avance		0	0	0
TOTAL	188 257	188257	0	0

4. NOTE SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1. Produits d'exploitation

Produits d'exploitation	31/12/2024	31/12/2023	Variation	%
Dotation globale CHRS	442 787	435 911	6 876	2%
Subvention de fonctionnement	816 370	627 994	188 376	30%
Cotisations	550	300	250	83%
Dons	53 398	11 081	42 317	382%
Participations diverses	45 154	40 725	4 429	11%
Fonds de formation	4 076	4 550	-474	-10%
Autres produits	29 482	32 727	-3 245	-10%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 391 816	1 153 288	238 528	21%

SOS FEMMES VENDEE

Annexes aux comptes annuels

4.2. Détail des subventions perçues

Origine	31/12/2024	31/12/2023
DDETS	442 787	435 911
Conseil Régional	10 000	0
Conseil Départemental	50 000	50 000
Ville de la Roche sur Yon	37 000	37 000
Autres municipalités	12 023	10 249
Droit des Femmes	135 591	132 348
CAF	62 773	55 723
ARS	3 500	0
MSA	4 342	2 500
FIPD-FDVA	18 300	24 000
DDETS	366 599	263 390
VENDEE HABITAT	64 073	42 503
Subvention les Sables d'Olonne	5 550	5 000
Logements Urgence	34 380	4 081
FNSF	9 500	0
Autres	2 738	1 200
	1 259 159	1 063 905

4.3. Valorisation des contributions en nature

Les contributions volontaires en nature concernent les dons de la banque alimentaire.

La banque alimentaire ne facturant que 3 % de la valeur des produits frais retirés par l'association, les dons de cette dernière ont donc été valorisés à hauteur de 97 % de cette valeur.

Annexes aux comptes annuels

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Effectif moyen en ETP

Catégories de salariés	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	2,28	1,80
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	18,92	16,01
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	21,20	17,81

5.2. Engagement Retraite

Actuellement, l'association ne provisionne pas les indemnités de départ à la retraite.

Le montant de l'engagement est évalué à 48 383 € avec les charges sociales patronales réparti sur trois salariées ayant plus de 10 ans d'ancienneté. Ce calcul est une estimation sur la base des indemnités acquises au 31/12/2024.

5.3. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 5 969 € TTC au titre de l'exercice 2024.

5.4. Contributions volontaires des bénévoles

Les contributions bénévoles effectuées par les membres du Conseil d'Administration ne font pas l'objet d'une valorisation comptable. Toutefois, elles sont estimées à 3 602 h par les bénévoles.



EXPERTISE COMPTABLE | AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES
GESTION SOCIALE | JURIDIQUE | FORMATION



**La Roche-sur-Yon
Les Sables d'Olonne**

ASSOCIATION SOS FEMMES VENDEE

B.P. 712
85017 – LA ROCHE SUR YON

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées
Exercice clos le 31 décembre 2024**

Ce rapport contient 3 pages

ACCIOR-ARC

53, rue Benjamin Franklin - CS 80654 - 85016 La Roche sur Yon cedex
Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique
SAS au capital de 40 000€ - Siret 343 156 766 00044 - RCS La Roche-sur-Yon - TVA FR95 343 156 766

Tél. 02 51 37 10 14 - arc@accior.fr
www.accior.fr - www.audecia.com

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'organe délibérant

Conventions approuvées au cours de l'exercice écoulé

Nous avons par ailleurs été informés de l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant du 3 juin 2024, sur rapport spécial du commissaire aux comptes du 31 mai 2024.

Nature et objet :

Location d'un bien immobilier appartenant à Mme POIRSON, trésorière.

Modalités :

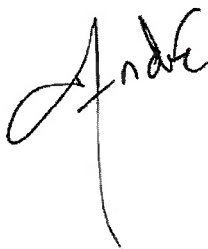
L'association a pris en location un bien immobilier appartenant à un membre du conseil d'administration moyennant un loyer mensuel de 700 euros et ce à compter du 1 décembre 2023.

A ce titre, il a été constaté une charge totale de 8 400 euros sur l'exercice.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 20 mai 2025

Le Commissaire aux comptes,
ACCIOR ARC

Valérie ANDRE



Christophe POULEN

